

ALGER

Alger républicain

Extrait du Alger républicain

<http://alger-republicain.com/William-Sportisse-Le-Parti.html>

William Sportisse : « Le Parti communiste algérien dans le mouvement national »

- Histoire -

Date de mise en ligne : jeudi 30 mai 2013

Description :



le 24 Mai 2013

in l'Humanité des débats.

Entretien réalisé par Jean-Paul Piérot

Copyright © Alger républicain - Tous droits réservés

ENTRETIEN.

C'est à Villejuif, où il vit avec son épouse depuis 1994, que William Sportisse a reçu la rédaction de l'Humanité, ce journal qu'il lit depuis sa jeunesse dans l'Algérie de l'époque du colonialisme. Le fascisme, le colonialisme, l'exploitation de l'homme par l'homme, l'islamisme, il les a combattus au prix de la clandestinité, de la prison, de la torture, au nom de convictions communistes inaltérables.



Votre enfance se déroule dans une famille juive de Constantine. Vous décrivez les liens entre les milieux populaires juifs et musulmans dans cette Algérie coloniale. Les antagonismes de classes sont-ils plus forts que les différences religieuses ?

William Sportisse. Dans certaines entreprises de Constantine, notamment dans l'ébénisterie, il y avait une majorité d'ouvriers juifs. J'ai connu ces ouvriers dans la période de la montée du fascisme. Ils se sentaient proches des ouvriers arabes. Tout ce contexte, marqué par un racisme particulièrement fort dans le Constantinois, m'a entraîné dans les luttes contre le fascisme et contre le système colonial. La grosse colonisation terrienne a toujours voulu exercer sur la minorité européenne une influence idéologique et politique pour la séparer des Algériens exploités et opprimés par le colonialisme. Son objectif était aussi de neutraliser la population juive, faute de pouvoir la ramener de son côté. Au sein des minorités juive et européenne, il y avait une opposition entre ceux qui avaient intérêt à se mettre du côté de la colonisation et ceux qui n'avaient aucun intérêt à la défendre et qui comprenaient de mieux en mieux qu'il leur fallait s'unir aux travailleurs algériens. La majorité des juifs de Constantine étaient d'origine autochtone judéo-berbère ou étaient les descendants de ceux qui avaient quitté l'Espagne pendant l'Inquisition. Peu nombreux étaient les juifs venus de France.

Quels sont les éléments déclencheurs de votre engagement communiste qui va déterminer toute votre vie ?

William Sportisse. Pour nous, le problème ne se posait pas en termes de judaïté ou non, mais en termes de classe. Nous étions communistes et la chose essentielle qui se posait, c'était d'en finir avec le système colonial et de lutter contre l'exploitation de l'homme par l'homme. Mon grand frère Lucien a été l'élément moteur de notre prise de conscience. Il était instituteur et il a mené des luttes qui lui ont valu la répression coloniale. Après avoir été révoqué de l'enseignement en 1934, il fut rétabli dans sa profession par [le Front populaire](#), mais muté en France. Engagé dans la Résistance, il sera assassiné par la Gestapo à Lyon, en 1944.

Comment se forge le mouvement qui va conduire à la guerre de libération à partir du 1er novembre 1954 ?

William Sportisse. Sous des formes diverses, le mouvement d'émancipation en réalité n'a jamais cessé. Au début de la colonisation, après l'échec des révoltes armées, le peuple a cherché d'autres moyens de lutte. Le mouvement de libération moderne a commencé après [la révolution soviétique d'Octobre ?1917](#) et la naissance des premières organisations révolutionnaires, notamment l'Étoile nord-africaine [1]. Puis ont été créées les premières organisations communistes affiliées au PCF. Jusqu'en 1936, il n'était en effet pas possible de créer un parti communiste algérien, car les Algériens n'avaient pas le droit de s'organiser en raison du Code de l'indigénat [2] et du décret Régnier [3].

L'indépendance des colonies avait été posée dès 1920 comme principe par l'Internationale communiste, dont l'une des conditions d'adhésion pour tout parti communiste était la reconnaissance du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes

L'objectif de l'indépendance a pourtant été relégué au second plan pendant toute une période, jusqu'au lendemain de la Seconde Guerre mondiale...

William Sportisse. Avec la montée du fascisme, les communistes ont édulcoré leur mot d'ordre. Ils parlaient de liberté, condamnaient le système colonial, mais la revendication de l'indépendance avait disparu du discours. À l'époque, la grosse colonisation terrienne était prête à se séparer de la France et à créer un État ségrégationniste, comme l'Afrique du Sud, et même à s'allier avec Hitler et Mussolini. En conséquence, devant cette perspective, le PCA a édulcoré le mot d'ordre d'indépendance. Mais ce n'était pas juste. Il aurait dû le maintenir tout en se différenciant des séparatistes colonialistes et lier l'indépendance à la lutte contre le fascisme. De son côté, le mouvement nationaliste algérien a sous-estimé l'importance de la lutte contre le fascisme. En 1946, le PCA fera son autocritique sur toute cette période.

Dès les premières années d'après-1945, la possibilité de devoir mener une lutte armée prend corps dans le peuple algérien. Comment cela se manifeste-t-il ?

William Sportisse. Après 1945, je deviens responsable de la Jeunesse communiste dans le Constantinois, puis dirigeant, dès sa création, de l'Union de la jeunesse démocratique algérienne. Au sein de l'organisation, on trouvait surtout des jeunes d'origine juive et musulmane, et peu d'Européens, contrairement à Alger et à Oran, où les jeunes d'origine européenne étaient plus nombreux. Le 1er mai 1945, il y a eu une manifestation à Alger, puis il y eut le 8 mai et le massacre de Sétif.

La grosse colonisation, avec l'aide de l'administration coloniale, a voulu écraser le mouvement de libération nationale. Mais, à partir de là, le mouvement a pris de l'extension. Les communistes s'y sont intégrés. Quand eurent lieu les premières arrestations dans les milieux nationalistes, les communistes ont créé les comités d'amnistie. Le mouvement pour l'amnistie, qui fut très fort en Algérie et fut soutenu en France par tout le mouvement démocratique, a permis la libération de centaines de militants nationalistes. Les luttes de libération nationale qui se développaient dans le monde, et notamment au Vietnam, ont encouragé le mouvement en Algérie. Les dockers qui refusaient de charger le matériel en partance pour l'Indochine témoignent de cette solidarité.



Les Algériens n'auraient-ils pas préféré faire l'économie d'une guerre ?

William Sportisse. Les Algériens ont recherché pendant longtemps une issue pacifique. Mais les gouvernements français se sont pliés aux volontés de la grosse colonisation et ont toujours refusé de discuter. Dès lors, le recours à la lutte armée s'est imposé. Je me souviens être allé dans le sud du Constantinois, chez des paysans, des planteurs de tabac. Dans un discours en langue arabe, j'avais dit qu'il faut utiliser toutes les formes de luttes, y compris « *les formes supérieures de lutte* », ce que les militants avaient interprété fort justement comme une référence à la lutte armée, pour laquelle, disaient-ils, ils étaient prêts.

J'étais allé dans les Aurès rencontrer les jeunes communistes. Ils m'ont accueilli en rang, chantant des chants patriotiques. Les paysans des Aurès venaient aux meetings armés pour se défendre d'éventuelles provocations de l'administration coloniale. Tout cela se passait dans les années de l'immédiat après-guerre. Dès cette période, il apparaissait que l'administration coloniale et les gouvernements n'étaient pas prêts à céder. Ils ont négocié au Maroc et en Tunisie, mais en Algérie, ils ont fait sept années de guerre.

Quel poids pesait le Parti communiste algérien au moment où débute la guerre d'Algérie ?

William Sportisse. Le PCA, créé en 1936, arrivait en tête aux élections dans certaines villes. Il y a eu des grèves ouvrières et les communistes ont apporté une grande contribution à ces luttes. Beaucoup de militants ouvriers nationalistes ont adhéré au PCA. Le PCA travaillait parmi les ouvriers les plus exploités : les mineurs, les dockers, les liégeurs. En même temps, il travaillait chez les paysans pauvres et les ouvriers agricoles.

Les contradictions entre les communistes et d'autres composantes du mouvement de libération étaient réelles. Ne les avez-vous pas vécues ?

William Sportisse. Les projets des communistes entraient en contradiction avec ceux qui voulaient faire de l'Algérie un pays capitaliste. Je me souviens d'un député nationaliste qui est venu à Constantine en 1948. Au cours d'un meeting, il a dit : « Cela ne nous intéresse pas de savoir quel sera le devenir de l'Algérie, si elle sera capitaliste ou socialiste. Ce qui compte, c'est l'indépendance. » Nous ne nous posions pas seulement le problème de l'indépendance. Nous voulions construire une société socialiste. Nous ne voulions pas passer de l'exploitation coloniale à l'exploitation capitaliste. C'est une bataille idéologique. Il y a eu des courants anticommunistes et aussi des courants qui se rapprochaient de nous. Mais certains nous ont combattus jusqu'à nous liquider physiquement, comme ils ont liquidé aussi des nationalistes qui n'étaient pas d'accord avec leurs orientations pro capitalistes. Si la contradiction principale pendant la guerre de libération opposa le peuple opprimé au colonialisme, cela ne signifiait pas que disparaissait la contradiction secondaire à l'intérieur de ce mouvement sur l'orientation ultérieure du pays

une fois libéré.

Le départ massif des Européens et des juifs d'Algérie aurait-il pu être évité après l'indépendance ?

William Sportisse. Le départ massif des juifs et des Européens est le résultat de la politique de la terre brûlée des ultracoloniaux de l'OAS. La minorité a cédé à la peur que lui a inculquée la grosse colonisation terrienne. Le colonialisme avait commis tellement de crimes que les Européens redoutaient une revanche. Elle n'a pas eu lieu.

Ceux qui sont restés ou qui sont venus en Algérie après l'indépendance ont été bien accueillis. La situation a été maîtrisée par le FLN pour éviter les représailles à la suite des exactions de l'OAS. Il y a eu des répliques à l'OAS, mais elles furent peu nombreuses.

Au lendemain de l'indépendance, pourquoi le gouvernement a-t-il dissous le Parti communiste ?

William Sportisse. Pour certains nationalistes favorables à la voie capitaliste, c'était tout à fait naturel. D'autres avaient peur d'une influence très forte des communistes. Ils ont argumenté ainsi : si nous laissons les communistes s'organiser, nous serons obligés de laisser la bourgeoisie s'organiser également, et nous risquons de ne pas avancer. C'était une idée fautive, car la bourgeoisie était présente au sein du FLN et de l'administration.

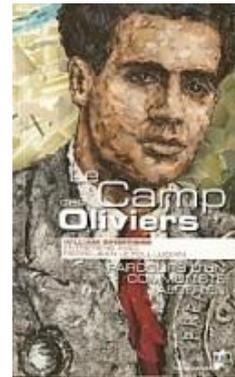
Pendant la guerre de libération, nous avons envisagé une telle évolution. Nous ne fûmes pas étonnés de cette pression exercée pour dissoudre le PCA. Mais, au sortir d'une guerre de sept ans, il nous était difficile de nous opposer frontalement. Tout en condamnant cette décision et en maintenant notre parti dans la clandestinité, nous avons travaillé à l'union des Algériens pour l'édification du pays pour empêcher que le néocolonialisme ne prenne le relais du colonialisme. Cette volonté de nous voir disparaître s'était déjà manifestée pendant la guerre de libération. Nous avons déjà refusé de nous dissoudre et de nous fondre dans le mouvement nationaliste.

Nous avons cependant accepté d'intégrer nos groupes armés dans l'armée de libération nationale (ALN). Nous avons pris position contre le coup d'État de 1965. Nous avons constitué avec des militants de la gauche du FLN une organisation de la résistance. J'étais à la direction, et c'est ainsi que j'ai été arrêté, torturé. J'ai été jeté en prison pendant trois ans, puis assigné à résidence à Tiaret jusqu'en 1975. Je suis retourné ensuite à Alger pour travailler comme cadre financier dans une société publique. En 1966, nous avons créé le Parti de l'avant-garde socialiste (Pags) qui agit dans la clandestinité jusqu'à sa légalisation, en 1989. Quant au journal historique des communistes algériens, Alger républicain, il fut interdit en 1965.

Les années 1990 furent marquées par une montée de l'islamisme en Algérie, avec son cortège de terrorisme. Quelle est votre analyse de ce phénomène islamiste qui continue de jouer un rôle important dans le monde arabe ?

William Sportisse. La montée de l'islamisme a correspondu avec la disparition de l'Union soviétique. Que défendaient les dirigeants islamistes ? Ils étaient pour le libéralisme. Certains étaient liés à des courants de la bourgeoisie du commerce informel. Parmi eux, il y avait d'anciens propriétaires fonciers touchés par la réforme agraire, des gens qui s'étaient emparés de denrées de première nécessité et du cheptel, qui avaient été soutenus par le gouvernement et les revendaient dans les pays limitrophes (Tunisie et Maroc) à des prix un peu plus élevés. C'est ainsi qu'ils construisirent leurs fortunes sur le dos de l'Algérie et des pauvres gens. Leur priorité était de supprimer le monopole de l'État sur le commerce extérieur et de récupérer les terres remises aux paysans pauvres qui en étaient démunis par la réforme agraire des années 1970. Cette conversion au libéralisme, on la constate aujourd'hui en Tunisie avec Ennahdha et en Égypte avec les Frères musulmans.

Enfant du camp des oliviers.



Toute la vie de William Sportisse est marquée par l'engagement. Jeune juif du Maghreb, né à Constantine en 1923, tout le rapproche des autres Algériens arabes et musulmans exploités par la colonisation. Devenu communiste dès l'adolescence, il connaîtra les rigueurs de la lutte clandestine contre le fascisme, participera aux combats de la libération de la France, avant de s'engager avec le Parti communiste algérien dans la lutte pour l'indépendance de l'Algérie. Son rêve, une Algérie libre et socialiste, lui vaudra la prison et la torture après le coup d'État de 1965. Dans des conditions difficiles, avec ses camarades, il lutte pour une orientation progressiste de son pays. La montée de l'islamisme et la décennie de plomb des années 1990 marquent un coup d'arrêt au projet porté par la lutte d'indépendance. Mais ce communiste algérien refuse de céder à la désespérance. Son livre *Le Camp des Oliviers*, écrit avec l'historien Pierre-Jean Le Foll-Luciani, en est un passionnant témoignage.

Lire aussi :

[« Faire le procès de la colonisation »](#) par Élixa Pradel, présidente, et Allain Lopez, secrétaire de l'Association Nationale des Pieds-noirs Progressistes et leurs amis (ANPNPA).

[Hollande en Algérie, la page est loin d'être tournée \(Analyse\)](#)

[L'hommage rendu à Maurice Audin](#)

Entretien réalisé par Jean-Paul Piérot

[1] L'Étoile nord-africaine, créée dans les années 1920 en France, fut la première organisation se prononçant pour l'indépendance des pays du Maghreb.

[2] Le Code de l'indigénat fut adopté le 28 juin 1881. Puis c'est en 1887 que le gouvernement français l'imposa à l'ensemble de ses colonies. En général, ce code assujettissait les autochtones et les travailleurs immigrés aux travaux forcés, à l'interdiction de circuler la nuit, aux réquisitions,

aux impôts de capitation (taxes) sur les réserves et à un ensemble d'autres mesures tout aussi dégradantes.

[3] Le décret Régnier 1935 visait à réprimer toute initiative remettant en cause la souveraineté française en Algérie.